

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1330

21 mai 2015

SOMMAIRE

Artisia S.A.	63799	Geo Travel Finance S.C.A.	63812
Athena International S.A.	63795	Hedan S.A.	63833
Atrium Poland Holding GP S.à r.l.	63833	HEPP IV Alkotas Point S.à r.l.	63840
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	63798	Institutional Global Timber Investment S.A.	63805
Belron S.A.	63797	Ironbridge II Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.	63818
BGC Re	63800	IVG Cannon Street S.à r.l.	63817
Bijouterie Brevet s.à r.l.	63800	LB Vintners Bridge (Luxembourg) S.à r.l.	63795
Blo Heft S.A.	63798	Levhotel S.A.	63794
Bowman Holding S.A., SPF	63799	Lillington International S.A.	63794
BPI XV S.à r.l.	63799	Logicia Consulting S.à r.l.	63794
Brasserie du Cercle S.à r.l.	63801	Mahelou Finance S.A.	63796
Business Concept & Solutions S.A.	63798	Majainvest S. à r.l.	63796
Castel S.A.	63800	Mako Capital S.à r.l.	63794
Compagnie d'Investissements Luxembourgeois	63800	Maxensis S.A.	63796
Consulting 4 You S.A.	63801	MEGG Invest S.à r.l.	63794
Danube 2 S.à r.l.	63801	N.C.J. Participation	63796
Efficiency Alternative Fund SICAV-FIS ...	63818	Oceola	63797
Euro Mobile S.A.	63802	OI-Clothing S.A.	63797
Expedition Worldwild S.à r.l.	63801	Pan European Credit S.A.	63797
Faroe Investments Derby S.à r.l.	63795	Plasma Metal S.A.	63798
Finavias S.à r.l.	63806	REO 2 Invest S.à r.l.	63840
Gartengestaltung Manfred Heinz GmbH	63810	VIII D Chateau S.à r.l.	63795

Levhotel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 66.224.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015051280/10.

(150058839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Logicia Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 34, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 185.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051285/10.

(150059223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Lillington International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 72.716.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 12 février 2015:

Monsieur Marc Koeune, administrateur, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015051284/11.

(150058899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Mako Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 172.760.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2015051301/11.

(150059276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

MEGG Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 136.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Agent administratif

Référence de publication: 2015051312/12.

(150059317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

VIII D Château S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 122.935.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050199/9.

(150057805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

LB Vintners Bridge (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 127.595.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LB Vintners Bridge (Luxembourg) S.à.r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015051279/11.

(150059167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Athena International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.048.

Le bilan au 30.06.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 avril 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015050283/14.

(150058291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Faroe Investments Derby S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 195.308.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales du 1^{er} avril 2015 que Faroe Investments Mezzco S.à r.l., associé unique de la Société, a cédé onze mille (11.000) parts sociales d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) représentant 100% du capital social de la Société, à Faroe Investments Intermediate Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195813.

Suite à ce contrat du 1^{er} avril 2015 et à compter de cette date, Faroe Investments Intermediate Holdco S.à r.l. détient l'ensemble des onze mille (11.000) parts sociales composant le capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015050428/20.

(150058516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Majainvest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.293.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051300/9.

(150059016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

N.C.J. Participation, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8437 Steinfort, 62, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 86.774.

Les comptes annuels au 19/07/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015051323/11.

(150059064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Mahelou Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 153.174.

EXTRAIT

Lors de l'Assemblée Générale du 02 avril 2015, les résolutions suivantes ont été prises:

1. L'Assemblée décide de renouveler le mandat de l'administrateur unique, Monsieur COIFFIER Denis, et du Commissaire aux Comptes, la société ADVISORY & CONSULTING, pour une durée de six années.

Leur mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051307/14.

(150059378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Maxensis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.175.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 1^{er} avril 2015

- Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Dan EPPS en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat.

- Le Conseil d'Administration coopte aux fonctions d'administrateur Monsieur Georges GREDT, comptable, né le 12 août 1966 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt pour la durée restant à courir au titre du mandat laissé vacant par la démission de Monsieur Dan EPPS, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

La nomination définitive de Monsieur Georges GREDT sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015051310/20.

(150059101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Oceola, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 137.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2015051340/11.

(150059156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Belron S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 71.639.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 mars 2015

Conseil d'Administration

L'assemblée générale ordinaire a pris acte de la démission M. Benoît GHIOT en son mandat d'administrateur de classe A et a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

Pour extrait conforme
Fons MANGEN

Référence de publication: 2015051004/13.

(150058734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pan European Credit S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 91.864.

La convention de domiciliation conclue entre l'agent domiciliataire Caceis Bank Luxembourg, société anonyme immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B91985 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, et PanEuropean Credit S.A., société anonyme, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B91864 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffer, 2520 Luxembourg, a été résiliée avec effet au 31 mars 2015.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Pour CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015051353/14.

(150058878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

OI-Clothing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 136.717.

Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 23 mars 2015

Résolutions:

- Le Conseil décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015.

- Mme. Bemtgen Sonja, Mme. Derains Virginie et Mme. Lobo Sarah auront désormais comme adresse professionnelle: 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015051344/16.

(150058923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, Etablissement Public.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 30.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050982/9.

(150058746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Business Concept & Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5495 Wintrange, 38, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 67.757.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015051015/11.

(150058772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Plasma Metal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1817 Luxembourg, 58, rue d'Ivoix.

R.C.S. Luxembourg B 22.399.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PLASMA METAL S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015050713/12.

(150058403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Blo Heft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 190.490.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société du 10 mars 2015 que:

1. La démission de Monsieur Patrick MOINET, administrateur de classe A de la Société, a été acceptée, avec effet au 13 février 2015;

2. La démission de Monsieur Philippe SALPETIER, administrateur de classe B de la Société, a été acceptée, avec effet au 31 octobre 2014;

3. Madame Katia CAMBON, née le 24 mai 1972 à Le Raincy, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, a été nommée administrateur de classe A, avec effet au 13 février 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2019.

4. Madame Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, a été nommée administrateur de classe B, avec effet au 31 octobre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015050984/22.

(150059142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Artisia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 125.327.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 enregistrés et déposés à Luxembourg le 28 juin 2013 référencés L130105530 sont rectifiés par les présents comptes annuels.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARTISIA S.A.

Référence de publication: 2015050973/12.

(150059356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Bowman Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 97.585.

Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 24 mars 2015

Résolutions:

- Le Conseil décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015

- Mme. Bemtgen Sonja, Mme. Derains Virginie et Mme. Lobo Sarah auront désormais comme adresse professionnelle: 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015051010/16.

(150058921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

BPI XV S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 195.648.

Il est attesté par les présentes que suite à la constitution reçue par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 10 mars 2015, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 mars 2015, relation; 2LAC/2015/5336 déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en date du 27 mars 2015, sous le numéro de dépôt L150054411,

portant sur l'apport par la société BPI VII Sàrl, une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois Luxembourg, avec siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 192,093, de la totalité des parts sociales (i.e.: 25.000.000) qu'elle détenait dans la société BPI XV Sàrl, une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, avec siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B195648

à la société BPI XIV Sàrl, une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois Luxembourg, avec siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 195637,

cette dernière devenant ainsi associée unique de la Société.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour la Société

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015051013/26.

(150058783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Bijouterie Brever s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9710 Clervaux, 40, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.272.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051007/9.

(150059068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

BGC Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 163.134.

Le bilan pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051005/11.

(150059329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

C.I.L., Compagnie d'Investissements Luxembourgeois, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8190 Kopstal, 67, rue Schmitz.

R.C.S. Luxembourg B 155.226.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015051053/12.

(150058759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Castel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 133.285.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 02 avril 2015, que:

Sont réélus Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014 qui se tiendra en l'année 2015:

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg,
- Madame Mireille GEHLEN, demeurant au 2, rue J.-F. Kennedy, L-3502 Dudelange,
- Monsieur Thierry JACOB, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg,
- Monsieur Mattia MALACALZA, demeurant Via d'Alberti 12, CH-6900 Lugano (Suisse),
- Monsieur Roberto GALERI, demeurant Villa Luganese 3, CH-6966 Lugano (Suisse).

Est réélu Commissaire aux comptes pour la même période:

- La société H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 163, rue de Kiem, L-8030 Strassen. Est réélu Président du Conseil d'Administration pour la même période:

- Monsieur Mattia MALACALZA, demeurant Via d'Alberti 12, CH-6900 Lugano (Suisse),

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015051021/22.

(150059227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Consulting 4 You S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 189.159.

CORFI S.A., domiciliataire de la société CONSULTING 4 YOU S.A. Registre de commerce Luxembourg B 189.159, dénonce le siège social de ladite société 18, rue Robert Stümper - L-2557 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 Avril 2015.

Philippe CHANTEREAU

Le domiciliataire

Référence de publication: 2015051056/12.

(150058711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Brasserie du Cercle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 149.312.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Brasserie du Cercle S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015050995/12.

(150059361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Expedition Worldwild S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 161.217.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour: EXPEDITION WORLDWILD S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015051108/14.

(150058844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Danube 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 561.087,51.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.316.

Extrait des résolutions prises par le seul actionnaire en date du 31 mars 2015

- Il est pris acte de la démission de M. Diogo Alves de son mandat de gérant avec effet au 4 mars 2015;
- Il est pris acte de la démission de Mme Fantine Jeannon de son mandat de gérant avec effet au 17 mars 2015;
- M. Michel Lenoir, né le 2 Juillet 1961 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé en tant que gérant avec effet au 4 mars 2015, et ce pour une durée illimitée;
- Mme Carla Maria Alves Silva, née le 13 Septembre 1974 à São Salvador - Mirandela (Portugal), résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée en tant que gérant avec effet au 17 Mars 2015, et ce pour une durée illimitée;

Référence de publication: 2015051062/16.

(150058764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Euro Mobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3515 Dudelange, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 81.312.

L'an deux mille quinze.

Le vingt-cinq mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EURO MOBILE S.A., avec siège social à L-3515 Dudelange, 219, route de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 81.312 (NIN 2001 2206 659),

constituée suivant acte reçu par le notaire Paul BETTINGEN, de résidence à Niederanven, en date du 9 mars 2001, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 927 du 26 octobre 2001,

au capital social de trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par trente-et-un (31) actions d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Claudine Schoellen, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué Madame le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. - Transfert du siège social de Dudelange à Luxembourg et fixation de l'adresse à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2. - Modification de l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet toutes activités et services commerciaux.

D'une façon générale, la société pourra faire tous actes, prestations, transactions, entreprises ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer sa réalisation."

3. - Refonte complète des statuts afin de prévoir la possibilité d'avoir un actionnaire unique.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de Dudelange à Luxembourg et de fixer l'adresse à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet toutes activités et services commerciaux.

D'une façon générale, la société pourra faire tous actes, prestations, transactions, entreprises ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer sa réalisation."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts, afin de prévoir la possibilité d'avoir un actionnaire unique, et qui seront de la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de EURO MOBILE S.A..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le siège de la société pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes activités et services commerciaux.

D'une façon générale, la société pourra faire tous actes, prestations, transactions, entreprises ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer sa réalisation.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (EUR 31.000.-), représenté par trente-et-un (31) actions d'une valeur nominale de MILLE EUROS (EUR 1.000.-) par action.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sous respect des dispositions légales.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propiétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Administration - Surveillance

Art. 8. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en ses lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, courriel ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,
- en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juillet à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 30 mars 2015. Relation: GAC/2015/2663. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015051102/182.

(150059139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Institutional Global Timber Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 140.045.

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, den zwanzigsten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbruck.

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft "Institutional Global Timber Investment S.A.", mit Sitz in Luxemburg, 4, rue Dicks, L-1417 Luxemburg

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg Sektion B unter der Nummer 140045,

gegründet durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 10. April 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1874 vom 30. Juli 2008.

Die Generalversammlung wurde eröffnet um 9:45 Uhr und fand statt unter dem Vorsitz von Frau Nadine CLOSTER.

Die Generalversammlung verzichtet einstimmig auf die Berufung eines Sekretärs und eines Stimmzählers.

Der Präsident erklärte und bat sodann den amtierenden Notar zu beurkunden dass:

I. Die erschienenen oder vertretenen Aktionäre der Aktiengesellschaft sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste angeführt sind, welche nach Paraphierung durch den Präsidenten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt, um mit ihr einregistriert zu werden.

II. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass die 70.000 bestehenden Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, in gegenwärtiger außerordentlicher Generalversammlung zugegen oder vertreten sind, und die Versammlung somit rechtsgültig über sämtliche Punkte der Tagesordnung entscheiden kann.

III. Die Tagesordnung gegenwärtiger Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von 4, rue Dicks, L-1417 Luxemburg nach 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

2. Änderung des ersten Satzes des Artikels 2 der Satzung der Gesellschaft um die Verlegung des Gesellschaftssitzes nach Senningerberg widerzuspiegeln, sodass dieser wie folgt lautet:

«Der Sitz der Gesellschaft befindet sich innerhalb der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.»;

3. Verschiedenes.

Nachdem vorstehende Punkte seitens der Versammlung gutgeheißen wurden, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung nach L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, im Zusammenhang mit dem ersten Beschluss, Artikel 2 Satz 1 der Satzung mit sofortiger Wirkung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg...".

Erklärung der Unterzeichner

Die Gesellschafter erklären hiermit, dass sie die dinglich Begünstigten der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung sind, und bescheinigen, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Kosten.

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden geschätzt auf 750.-€

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Ettelbruck, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an den Anwesenden, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 mars 2015. Relation: DAC/2015/4984. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG; der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 3. April 2015.

Référence de publication: 2015051206/59.

(150059335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Finavias S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 139.767.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-seventh day of March,
Before Maître Edouard Delosch, notary residing at Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) Fininfra, a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 137.745 ("Fininfra"),

hereby represented by Mrs. Jennifer Ferrand, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 25 March 2015;

2) AXA Infrastructure Investissement SAS, a société par actions simplifiée governed by the laws of France, having its registered office at 20, place Vendôme, 75001 Paris, France, registered with the French Register of Commerce and Companies under number 489 695 957 ("AXA II"),

hereby represented by Mrs. Jennifer Ferrand, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015;

3) AXA UK Infrastructure Investment SAS, a société par actions simplifiée governed by the laws of France, having its registered office at 20, place Vendôme, 75001 Paris, France, registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 409 160 645 ("AXA UK II"),

hereby represented by Mrs. Jennifer Ferrand, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 24 March 2015.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties are the shareholders of Finavias S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a issued capital of EUR 2,718,594, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, of 20 June 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 19 July 2008, number 1787, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 139.767 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have last been amended by a deed of Maître Martine DECKER, notary residing in Howald-Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on 14 September 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 31 October 2012, number 2674.

The appearing parties, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the issued capital of the Company by an amount of five thousand euro (EUR 5,000.-) so as to raise it from its present amount of two million seven hundred eighteen thousand five hundred ninety-four euro (EUR 2,718,594.-) to two million seven hundred twenty-three thousand five hundred ninety-four euro (EUR 2,723,594.-).

2. To issue five thousand (5,000) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

3. To accept subscription for these new shares, with payment of a share premium in a total amount of four hundred ninety-five thousand euro (EUR 495,000.-) by Fininfra, AXA Infrastructure Investissement SAS and AXA UK Infrastructure Investment SAS and to accept full payment in cash for these new shares.

4. To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

5. Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolved to increase the issued capital of the Company by an amount of five thousand euro (EUR 5,000.-) so as to raise it from its present amount of two million seven hundred eighteen thousand five hundred ninety-four euro (EUR 2,718,594.-) to two million seven hundred twenty-three thousand five hundred ninety-four euro (EUR 2,723,594.-).

Second resolution

The shareholders resolved to issue five thousand (5,000) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

Third resolution

Subscription - Payment

1. Thereupon has appeared Mrs. Jennifer Ferrand, prenamed, acting in her capacity as duly authorised attorney-in-fact of Fininfra, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy.

The person appearing declared to subscribe, in the name and on behalf of Fininfra, for two thousand five hundred (2,500) new shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, with payment of a share premium in a total amount of two hundred forty-seven thousand five hundred euro (EUR 247,500.-), and to make payment for such new shares and share premium by a contribution in cash.

The amount of two hundred fifty thousand euro (EUR 250,000.-) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence of it having been submitted to the undersigned notary.

Thereupon, the shareholders resolved to accept the said subscription and payment and to allot the two thousand five hundred (2,500) new shares to Fininfra.

2. Thereupon has appeared Mrs. Jennifer Ferrand, prenamed, acting in her capacity as duly authorised attorney-in-fact of AXA II, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy.

The person appearing declared to subscribe, in the name and on behalf of AXA II, for one thousand eight hundred eighty-nine (1,889) new shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, with payment of a share premium in a total amount of one hundred eighty-seven thousand thirty-eight point ninety-four euro (EUR 187,038.94), and to make payment for such new shares and share premium by a contribution in cash.

The amount of one hundred eighty-eight thousand nine hundred twenty-seven point ninety-four euro (EUR 188,927.94) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence of it having been submitted to the undersigned notary.

Thereupon, the shareholders resolved to accept the said subscription and payment and to allot the one thousand eight hundred eighty-nine (1,889) new shares to AXA II.

3. Thereupon has appeared Mrs. Jennifer Ferrand, prenamed, acting in her capacity as duly authorised attorney-in-fact of AXA UK II, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy.

The person appearing declared to subscribe, in the name and on behalf of AXA UK II, for six hundred eleven (611) new shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, with payment of a share premium in a total amount of sixty thousand four hundred sixty-one point zero six euro (EUR 60,461.06.-), and to make payment for such new shares and share premium by a contribution in cash.

The amount of sixty-one thousand seventy-two point zero six euro (EUR 61,072.06.-) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence of it having been submitted to the undersigned notary.

Thereupon, the shareholders resolved to accept the said subscription and payment and to allot the six hundred eleven (611) new shares to AXA UK Infrastructure Investment.

Fourth resolution

The shareholders resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

" **Art. 5. Issued Capital. (First Paragraph).** The issued capital of the Company is set at two million seven hundred twenty-three thousand five hundred ninety-four euro (EUR 2,723,594.-) divided into two million seven hundred twenty-three thousand five hundred ninety-four (2,723,594) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same parties and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1) Fininfra, une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.745 («Fininfra»),

représentée aux fins des présentes par Mademoiselle Jennifer Ferrand, salariée, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 25 mars 2015;

2) AXA Infrastructure Investissement SAS, une société par actions simplifiée régie par les lois de France, ayant son siège social au 20, place Vendôme, 75001 Paris, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés français sous le numéro 489 695 957 («AXA II»)

représentée aux fins des présentes par Mademoiselle Jennifer Ferrand, salariée, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 24 mars 2015;

3) AXA UK Infrastructure Investment SAS, une société par actions simplifiée régie par les lois de France, ayant son siège social au 20, place Vendôme, 75001 Paris, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés Français sous le numéro 409 160 645 («AXA UK II»),

représentée aux fins des présentes par Mademoiselle Jennifer Ferrand, salariée, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 24 mars 2015.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et par le notaire instrumentant resteront attachées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes sont les associés de Finavias S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 2.718.594,-, ayant son siège social au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 20 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 19 juillet 2008, sous le

numéro 1787, et enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.767 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Howald-Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg en date du 14 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 31 octobre 2012, numéro 2674.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informées des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de cinq mille euros (EUR 5.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-quatorze euros (EUR 2.718.594,-) à deux millions sept cent vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatorze euros (EUR 2.723.594,-).

2. Émission de cinq mille (5.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3. Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quatre cent quatre-vingt-quinze euros (EUR 495.000,-) par Fininfra, AXA Infrastructure Investissement SAS et AXA UK Infrastructure Investment SAS et acceptation de la libération intégrale en espèces pour ces nouvelles parts sociales.

4. Modification de l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

5. Divers.

ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cinq mille euros (EUR 5.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-quatorze euros (EUR 2.718.594,-) à deux millions sept cent vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatorze euros (EUR 2.723.594,-).

Deuxième résolution

Les associés ont décidé d'émettre cinq mille (5.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Troisième résolution

Souscription - Paiement

1. Ensuite a comparu Mademoiselle Jennifer Ferrand, prénommée, agissant en sa capacité de mandataire dûment autorisé de Fininfra, prénommée, en vertu de la procuration mentionnée ci-dessus.

La personne présente déclare souscrire, au nom et pour le compte de Fininfra, à deux mille cinq cents (2.500) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de deux cent quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 247.500,-), et de payer pour ces nouvelles parts sociales et prime d'émission par un apport en espèces.

Le montant de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Ensuite, les associés ont décidé d'accepter ladite souscription et paiement et d'allouer les deux mille cinq cents (2.500) nouvelles parts sociales à Fininfra.

2. Ensuite a comparu Mademoiselle Jennifer Ferrand, prénommée, agissant en sa capacité de mandataire dûment autorisé de AXA II, prénommée, en vertu de la procuration mentionnée ci-dessus.

La personne présente déclare souscrire, au nom et pour le compte de AXA II, à mille huit cent quatre-vingt-neuf (1.889) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent quatre-vingt-sept mille trente-huit virgule quatre-vingt-quatorze euros (EUR 187.038,94), et de payer pour ces nouvelles parts sociales et prime d'émission par un apport en espèces.

Le montant de cent quatre-vingt-huit mille neuf cent vingt-sept virgule quatre-vingt-quatorze euros (EUR 188.927,94,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Ensuite, les associés ont décidé d'accepter ladite souscription et paiement et d'allouer les mille huit cent quatre-vingt-neuf (1.889) nouvelles parts sociales à AXA II.

3. Ensuite a comparu Mademoiselle Jennifer Ferrand, prénommée, agissant en sa capacité de mandataire dûment autorisé de AXA UK II, prénommée, en vertu de la procuration mentionnée ci-dessus.

La personne présente déclare souscrire, au nom et pour le compte de AXA UK II, à six cent onze (611) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de soixante mille quatre cent soixante-et-un virgule zéro six euros (EUR 60.461,06), et de payer pour ces nouvelles parts sociales et prime d'émission par un apport en espèces.

Le montant de soixante-et-un mille soixante-douze virgule zéro six euros (EUR 61.072,06) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Ensuite, les associés ont décidé d'accepter ladite souscription et paiement et d'allouer les six cent onze (611) nouvelles parts sociales à AXA UK II.

Quatrième résolution

Les associés ont décidé de modifier l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Émis. (Alinéa 1^{er}).** Le capital émis de la Société est fixé à deux millions sept cent vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatorze euros (EUR 2.723.594,-) divisé en deux millions sept cent vingt trois mille cinq cent quatre-vingt-quatorze (2.723.594) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à deux mille euros (EUR 2.000.-).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. FERRAND, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 30 mars 2015. Relation: DAC/2015/5435. Reçu soixante-quinze (75.-)euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015051117/214.

(150058771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Gartengestaltung Manfred Heinz GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6187 Gonderingen, Um Gehaansraich.

R.C.S. Luxembourg B 195.868.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausend fünfzehn, den sechszwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbruck.

Ist erschienen:

Herr Manfred HEINZ, Landwirtschaftsmeister, geboren in Bitburg (Deutschland) am 3. August 1965, wohnhaft in D-54636 Trimport, Hauptstrasse 32;

Welcher Komparsent erklärt, zwischen ihm und denjenigen, die später Teilhaber werden könnten, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts zu gründen, die den Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 1. Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung lautet „Gartengestaltung Manfred Heinz“

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist Garten, Neu- und Umgestaltung, Baum- & Heckenschnitt, Gartenpflegeservice, Rasenbau & Rollrasen, Zaunbau und Sichtschutz, Trockenmauern, Terrassen- und Wegebau, Holzterrassen & Gartenhäuser, Erdarbeiten aller Art sowie die Gestaltung von Hauseingängen und Aussentreppen und alle damit zusammenhängenden Nebenprodukten.

Die Gesellschaft kann sich an anderen Geschäften, Unternehmen und Gesellschaften, welche einen ähnlichen Gesellschaftszweck haben beteiligen und sämtliche Tätigkeiten vornehmen, welche dem Gesellschaftszweck gleich sind, ähneln oder diesen vervollständigen.

Sie kann sämtliche industrielle, kaufmännische, finanzielle Tätigkeiten ausüben, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet, vom heutigen Tage an gerechnet. Sie kann durch Beschluss des/der Gesellschafter, welcher mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit getroffen wird, vorzeitig aufgelöst werden.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Gonderingen

Der Firmensitz kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Großherzogtums verlegt werden.

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.-EUR) eingeteilt in hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125.- EUR).

Art. 6. Die Anteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar.

Im Sterbefall können die Anteile ohne besondere Zustimmung an die Erbberechtigten übertragen werden.

Art. 7. Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf.

Art. 8. Gläubiger, Berechtigte oder Erben können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsunterlagen stellen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, die nicht Gesellschafter sein müssen und von der Generalversammlung ernannt werden.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer derer Mandate werden bei ihrer Ernennung durch die Generalversammlung festgelegt.

Der oder die Geschäftsführer können unter ihrer Verantwortung ihre Befugnisse ganz oder teilweise an einen oder mehrere Bevollmächtigte übertragen.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, egal wie viele Anteile er besitzt. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile innehat. Jeder Gesellschafter kann sich ordentlich bei der Generalversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen innerhalb der ersten sechs Monate den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz, während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 15. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Mindestens fünf Prozent dieses Gewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Art. 16. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Generalversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen. Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Abschätzung, Kosten

Die Kosten und Gebühren, welcher Form es auch sein möge, die zur Gründung der Gesellschaft zu ihrer Last sind, werden auf € 800.- abgeschätzt.

Zeichnung und Einzahlung

Die hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125.-EUR) wurden alle von Herrn Manfred HEINZ, vorbenannt, gezeichnet:

Die hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125.-EUR) wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.-EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Außerordentliche Generalversammlung

Und sofort nach Gründung der Gesellschaft hat der Teilhaber folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen festgesetzt.

Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Manfred HEINZ, vorbenannt:

Die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die Unterschrift des Geschäftsführers.

2) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-6187 Gonderingen, Um Gehaansraich, Z.A, Gehaansraich.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Ettelbrück, in der Amtsstube, Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Manfred HEINZ, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 27 mars 2015. Relation: DAC/2015/5415. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 3. April 2015.

Référence de publication: 2015051149/91.

(150059030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Geo Travel Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 159.022.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of the month of March;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Geo Travel Finance S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-seven thousand, eight hundred and forty-three euros and fourteen cents (EUR 261,637,843.14) having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159022 and incorporated following a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, of 15 February 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association number 999 of 13 May 2011. The articles of association have been amended for the last time following a deed of the undersigned notary of 8 May 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association 1914 of 23 July 2014.

The meeting was declared open at 11:00 am by Maître Hervé PRÉCIGOUX, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Maître Cristiana MUSTEANU, lawyer with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Maître Mélody BRUNOT, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one thousand euro (EUR 1,000) so as to raise it from its current amount of two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-seven thousand, eight hundred and forty three euros and fourteen cents (EUR 261,637,843.14) to two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-eight thousand, eight hundred and forty-three euros and fourteen cents (EUR 261,638,843.14).

2 To acknowledge the waiver by all the existing shareholders of the Company of their preferred subscription rights and to issue one hundred thousand (100,000) new shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the rights and privileges defined by the articles of association of the Company and entitling the holder to dividends as from the day of the decision of shareholders resolving on the proposed capital increase (the "Shares").

3 To accept subscription for the new Shares, by eDreams Odigeo, a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159036 ("eDreams Odigeo") and to accept payment in full for the Shares by way of a contribution in kind.

4 To increase the corporate capital of the Company by an amount of forty-nine million, seven hundred and sixty-five thousand and twenty euros (EUR 49,765,020) so as to raise it from the amount of two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-eight thousand, eight hundred and forty-three euros and fourteen cents (EUR 261,638,843.14) to three hundred and eleven million, four hundred and three thousand, eight hundred and sixty-three euros and fourteen cents (EUR 311,403,863.14).

5 To acknowledge the waiver by all the existing shareholders of the Company of their preferred subscription rights and to issue four billion, nine hundred and seventy-six million, five hundred and two thousand (4,976,502,000) new shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the rights and privileges defined by the articles of association of the Company and entitling the holder to dividends as from the day of the decision of shareholders resolving on the proposed capital increase.

6 To accept subscription for the new shares, by eDreams Odigeo and to accept payment in full for such new shares by way of a contribution in cash.

7 To amend the articles of incorporation so as to reflect the resolutions to be adopted and to amend article 5.

8 Miscellaneous.

(i) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(ii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iii) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(iv) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(v) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one thousand euro (EUR 1,000) so as to raise it from its current amount of two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-seven thousand, eight hundred and forty-three euros and fourteen cents (EUR 261,637,843.14) to two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-eight thousand, eight hundred and forty-three euros and fourteen cents (EUR 261,638,843.14).

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue one hundred thousand (100,000) new shares having the rights and privileges defined by the articles of association of the Company and entitling the holder to dividends as from the day of the decision of the general meeting of shareholders resolving on the proposed capital increase.

Subscription - Payment

There now appeared eDreams Odigeo, represented by Maître Hervé PRÉCIGOUX, prenamed by virtue of a proxy given under private seal, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The person appearing declared to subscribe for one hundred thousand (100,000) shares and to make payment in full for the Shares thus subscribed together by a contribution in kind consisting of one hundred and seventeen million, seven hundred and fifty-one thousand, three hundred and fifteen (117,751,315) shares of Go Voyages SAS, a société par actions simplifiée, governed by the laws of France, having its registered office at 9, rue Rougemont, 75009 Paris, France, with a share capital of three hundred and seventy-seven million, three hundred and thirty-nine thousand, five hundred and twelve euros (EUR 377,339,512.-) and registered with the Paris Register of Commerce and Companies under number 522727700 (the "GoV Shares" or the "Contribution").

The GoV Shares thus contributed represent a net contribution in an aggregate amount of at least one thousand euro (EUR 1,000).

Proof of the ownership by eDreams Odigeo of the GoV Shares has been given to the undersigned notary.

eDreams Odigeo, acting through its duly appointed attorney in fact declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of its Contribution to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

eDreams Odigeo, acting through its duly appointed attorney further stated that a report has been drawn up by Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé, and signed by Marco Crosetto on 24th March 2015, wherein the Contribution is described and valued.

The person appearing produced that report, the conclusions of which read as follows:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution is not at least equal to the number and nominal value of the 100,000 Ordinary Shares of par value EUR 0.01 each.»

That report will remain attached to the present deed.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to accept the said subscription and payment and to allot the one hundred thousand (100,000) new shares according to the above mentioned subscription.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of forty-nine million, seven hundred and sixty-five thousand and twenty euros (EUR 49,765,020) so as to raise it from the amount of two hundred and sixty-one million, six hundred and thirty-eight thousand, eight hundred and forty-three euros and fourteen cents (EUR 261,638,843.14) to three hundred and eleven million, four hundred and three thousand, eight hundred and sixty-three euros and fourteen cents (EUR 311,403,863.14).

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue four billion, nine hundred and seventy-six million, five hundred and two thousand (4,976,502,000) new shares having the rights and privileges defined by the articles of association of the Company and entitling the holder to dividends as from the day of the decision of the general meeting of shareholders resolving on the proposed capital increase.

Subscription - Payment

There now appeared eDreams Odigeo, represented as above stated.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of eDreams Odigeo, for four billion, nine hundred and seventy-six million, five hundred and two thousand (4,976,502,000) shares and to make payment for such new shares by a contribution in cash.

The amount of forty-nine million, seven hundred and sixty-five thousand and twenty euros (EUR 49,765,020.-) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Thereupon the general meeting of shareholders, resolved to accept the said subscription and payment to allot the four billion, nine hundred and seventy-six million, five hundred and two thousand (4,976,502,000) shares to eDreams Odigeo.

Sixth resolution

As a result of the above resolutions, the general meeting of shareholders resolved to amend the articles of association of the Company, as follows:

“ 5. Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at three hundred and eleven million, four hundred and three thousand, eight hundred and sixty-three euro and fourteen cents (EUR 311,403,863.14) divided into

5.1.1 Thirty-one billion, one hundred and forty million, three hundred and eighty-six thousand, three hundred and thirteen (31,140,386,313) ordinary shares (“Ordinary Shares”), and

5.1.2 one (1) unlimited share or action commandite (“Unlimited Share”)

with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, all of which are fully paid up (hereafter referred to as the “Shares”).”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at six thousand seven hundred euro (EUR 6,700.-).

There being no other business, the meeting was adjourned.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois de mars;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la société Geo Travel Finance S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de deux cent soixante et un millions six cent trente-sept mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261.637.843,14), avec siège social au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la "Société") immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159022, constituée suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 999 du 13 mai 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 8 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 1914 du 23 juillet 2014.

L'Assemblée est ouverte à onze heures sous la présidence de Maître Hervé PRÉCIGOUX, avocat, avec domicile professionnel à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Maître Cristiana MUSTEANU, avocat, avec domicile professionnel à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Maître Mélody BRUNOT, avocat, avec domicile professionnel à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de mille euros (EUR 1.000.-) de manière à porter le capital social de son montant actuel de deux cent soixante et un millions six cent trente-sept mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261.637.843,14) à un montant de deux cent soixante et un millions six cent trente-huit mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261,638,843.14).

2 Prendre acte de la renonciation au droit préférentiel de souscription des actionnaires existants et émission de cent mille (100.000) nouvelles actions, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ces actions ayant les mêmes droits et privilèges tel que défini par les statuts de la Société et donnant droit aux dividendes à compter du jour de la décision des actionnaires statuant sur l'augmentation de capital proposée («Les Actions»).

3 Acceptation de la souscription des nouvelles Actions, par eDreams ODIGEO, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159036 ("eDreams Odigeo") et acceptation de la libération intégrale de ces Actions par un apport en nature.

4 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quarante-neuf millions sept cent soixante-cinq mille vingt euros (EUR 49.765.020,-) de manière à porter le capital social de son montant actuel deux cent soixante et un millions six cent trente-huit mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261.638.843,14) à un montant de trois cent onze millions quatre cent trois mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 311.40.843,14.-).

5 Prendre acte de la renonciation au droit préférentiel de souscription des actionnaires existants et émission de quatre milliards neuf cent soixante-seize millions cinq cent deux mille (4.976.502.000) nouvelles actions, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, ces actions ayant les mêmes droits et privilèges tel que défini par les statuts de la Société et donnant droit aux dividendes à compter du jour de la décision des actionnaires statuant sur l'augmentation de capital proposée.

6 Acceptation de la souscription des nouvelles Actions, par eDreams ODIGEO, et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles actions par un apport en espèces.

7 Modification des statuts afin de refléter les résolutions à adopter et en particulier modification de l'article 5.

8 Divers

(i) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et par le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(ii) Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, signées par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et par le notaire soussigné.

(iii) L'intégralité du capital social étant représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

(iv) La présente Assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, a alors pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de mille euros (EUR 1.000) de manière à porter le capital social de son montant actuel de deux cent soixante et un millions six cent trente-sept mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261.637.843,14) à un montant de deux cent soixante et un millions six cent trente-huit mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261,638,843.14).

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'émettre cent mille (100.000) nouvelles actions, ces actions ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la Société à partir du jour de la décision de l'assemblée des actionnaires décidant de l'augmentation de capital proposée.

Souscription - Paiement

Est intervenu ensuite eDreams Odigeo, représenté par Maître Hervé PRÉCIGOUX, en vertu de la procuration donnée sous seing privé, qui, après avoir été signée par le mandataire, le bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le comparant a déclaré souscrire cent mille (100.000) actions et libérer intégralement ces actions ainsi souscrites intégralement par un apport en nature consistant en cent dix-sept millions sept cent cinquante et un mille trois cent quinze (117,751,315) actions de Go Voyages SAS, une société par actions simplifiée, dont le siège social est situé au 9 rue Rougemont, 75009 Paris et au capital social de trois cent soixante-dix-sept millions trois cent trente-neuf mille cinq cent douze (EUR 377.339.512) euros, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 522 727 700 (les «Actions GoV» ou l'«Apport»).

Les Actions GoV ainsi apportées représentent un apport total net d'un montant d'au moins mille euro (EUR 1.000,-).

La preuve de la propriété par eDreams Odigeo des Actions GoV a été rapportée au notaire soussigné.

eDreams Odigeo agissant par le biais de son mandataire a déclaré que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société sans aucune restriction ou limitation et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

eDreams Odigeo agissant par le biais de son mandataire a déclaré qu'un rapport a été établi par Deloitte Audit, S. à r.l., réviseur d'entreprises agréé, et signé par Marco Crosetto en date du 24 mars 2015, dans lequel l'Apport est décrit et évalué.

Le comparant a produit le prédit rapport, lequel contient les conclusions suivantes:

«Sur base du travail effectué, nous n'avons eu connaissance d'aucun fait laissant à croire que le montant total de l'Apport ne correspondrait pas au moins au nombre d'actions et à la valeur nominale des 100.000 Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de 0,01 centimes d'euros chacune.»

Ce rapport restera annexé au présent acte.

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé d'accepter ladite souscription et le paiement et d'attribuer les cent mille (100,000) nouvelles actions conformément à la souscription mentionnée précédemment.

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de quarante-neuf millions sept cent soixante-cinq mille vingt euros (EUR 49.765.020,-) de manière à porter le capital social de son montant de deux cent soixante et un millions six cent trente-huit mille huit cent quarante-trois euros et quatorze centimes (EUR 261.638.843,14.-) à un montant de trois cent onze millions quatre cent trois mille huit cent soixante-trois euro et quatorze centimes (EUR 311.403.863,14).

Cinquième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'émettre quatre milliards neuf cent soixante-seize millions cinq cent deux mille (4.976.502.000) nouvelles actions, ces actions ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la Société à partir du jour de la décision de l'assemblée des actionnaires décidant de l'augmentation de capital proposée.

Souscription - Paiement

Est intervenu ensuite eDreams Odigeo, représenté, comme indiqué dans la souscription ci-dessus.

Le comparant a déclaré souscrire au nom d'eDreams Odigeo, quatre milliards neuf cent soixante-seize millions cinq cent deux mille (4.976.502.000) actions et d'effectuer le paiement de ces nouvelles actions émises par paiement en espèces.

Le montant de quarante-neuf millions sept cent soixante-cinq mille et vingt euros (EUR 49.765.020) a dès lors été à la disposition de la Société, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'accepter ladite souscription et d'attribuer les quatre milliards neuf cent soixante-seize millions cinq cent deux mille (4.976.502.000) actions à eDreams Odigeo.

Sixième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'assemblée générale a décidé de modifier les statuts de la Société comme suit:

« **Art. 5. Capital social.**

5.1. Le capital émis de la Société est fixé à trois cent onze millions quatre cent trois mille huit cent soixante-trois euros et quatorze centimes (EUR 311.403.863,14) représenté par:

5.1.1 Trente-et-un milliards, cent quarante millions trois cent quatre-vingt-six mille trois cent treize (31.140.386.313) actions ordinaires («Actions Ordinaires»), et

5.1.2 une (1) action de commandité («Actions de Commandité»),
d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes entièrement libérées, (ci-après désignées les «Actions».)»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des même comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: H. PRÉCIGOUX, C. MUSTEANU, M. BRUNOT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 26 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/6632. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société;

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015051151/285.

(150058708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

IVG Cannon Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 5.030.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 14, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.559.

Auszug aus den Beschlüssen des Geschäftsführerrates der Gesellschaft im Umlaufverfahren vom 27. Februar 2015

Am 27. Februar 2015 hat der Geschäftsführerrat der Gesellschaft folgenden Beschluss gefasst:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von derzeit 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg nach: 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum 1. März 2015.

- Die Geschäftsführer der Gesellschaft, Herr Cyril Amos SCHELLING und Herr Dr. Matthias EDER, haben ebenfalls ihre berufliche Adresse nach:

14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum 1. März 2015 verlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. April 2015.

IVG Cannon Street S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2015050544/19.

(150058081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Ironbridge II Luxembourg Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.328.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ironbridge II Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015051213/11.

(150059154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Efficiency Alternative Fund SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 195.877.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of November,

Before Maître Blanche MOU TRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

appears

GFG Groupe Financier de Gestion (Monaco) SAM, having its registered office at Boulevard d'Italie, 74, MC-98000 Monaco and registered with the Répertoire du Commerce et de l'Industrie under number 10S05311,

here duly represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a public company limited by shares, which such party declared to incorporate.

Preliminary title

Accounting Currency	the currency used to draw-up the financial statement of the Company
Articles of Association	the articles of association of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Auditor	the auditor of the Company qualifying as an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), as further described in the Issuing Document and the Articles of Association
Board of Directors	the board of directors of the Company
Business Day	a full bank business day in Luxembourg
AIFM Law	The Luxembourg law dated 12 July 2013 implementing the European Directive 2011/61/EU on Alternative Investment Fund Managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010
Agent	an entity appointed in accordance with Luxembourg laws and regulations and acting in its capacity as central administration agent and registrar and transfer agent
Class(es) of Shares / Class(es)	one or more classes of Shares that may be available in each Sub-fund, whose assets shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-fund, but where a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target investor, denomination currency or hedging policy shall be applied as further detailed in the Issuing Document
Company	Efficiency Alternative Fund SICAV-FIS., a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) incorporated as a public limited liability company (société anonyme)

Company Law	the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as the same may be amended from time to time
CSSF	the Luxembourg supervisory authority of the financial sector, the Commission de Surveillance du Secteur Financier
Depository	a credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may from time to time be appointed as depository of the Company
Direct Investment	eligible assets held directly by the Company
Director	a member of the Board of Directors of the Company
Eligible Investor	means an investor who qualifies as a Well-Informed Investor and Professional Investor
Euro/EUR	the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957) as the same may be amended from time to time
Initial Price	the subscription price at which the Shares of any Class are offered during the Initial Subscription Period as described in the Issuing Document
Initial Subscription Period	the initial subscription day or initial subscription period during which the Shares of any Class may be issued at the Initial Price as specified for each Class of any Sub-fund in the Issuing Document
Investment Manager	means investment manager appointed by the Board to perform the investment management of the Company as further detailed in the Prospectus and the Article 21 of the Articles
Investment Structure	Investment structures of any kind and nature which have been established for the purpose of investing in directly or indirectly and/or financing any kind of investments which are eligible under the SIF Law; such investment structures may have legal personality or not, be listed or unlisted, be regulated or unregulated, and be incorporated in any jurisdiction; such investments in Investment Structures will be made using all kind of equity and/or all kind of debt instruments (securitised or not) or combinations thereof
Issuing Document	the issuing document of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Minimum Holding	a minimum number of Shares or amount in the Reference Currency or Other Denomination Currency, which a Shareholder must hold in a given Sub-fund or Class as further detailed for the respective Sub-fund or Class in the Issuing Document
Minimum Subscription	a minimum number of Shares or amount in the Reference Currency or Other Denomination Currency, which a Shareholder must subscribe in a Sub-fund or Class as further detailed for the respective Sub-fund or Class in the Issuing Document
Multilateral Trading Facility / MTF	has the meaning as defined in Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments
Net Asset Value / NAV	the net asset value of a given Sub-fund or Class as determined in accordance with the Articles of Association and in the Issuing Document
Other Denomination Currency	another denomination currency in which the Board of Directors may decide to calculate the Net Asset Value per Share of one or more Sub-fund(s)/Class(es) in addition to the Reference Currency as further detailed for the respective Sub-fund(s)/Class(es) in the Issuing Document. The Net Asset Value calculated in another denomination currency is the equivalent of the Net Asset Value in the Reference Currency converted at the prevailing exchange rate
Prohibited Person(s)	any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Board such holding may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any person, firm, partnership or corporate body, which does not meet the definition of Eligible Investor as described below.
Professional Investor	means an investor which is considered to be a professional client or may, on request, be treated as a professional client within the meaning of Annex II to Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments amending Council Directives 85/611/

	EEC and 93/6/EEC and Directive 2000/12/EC of the European Parliament and of the Council and repealing Council Directive 93/22/EEC
Reference Currency	the currency in which the Net Asset Value of each Sub-fund is denominated, as specified for each Sub-fund in the Issuing Document
Redemption Price	the price at which the Share are redeemed, as further described of this Issuing Document
Regulated Market(s)	has the meaning as defined in Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments
Share(s)	a share without par value of any Class of any Sub-fund in the capital of the Company, the details of which are specified in Issuing Document. For the avoidance of doubt, reference to "Share(s)" includes references to any Class(es) when reference to specific Class(es) is not required
Shareholder(s)	the holder of one or more Shares of any Class of any Sub-fund in the capital of the Company
SIF Law	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as the same may be amended from time to time
Sub-fund	Any compartment of the Company whereby a distinct pool of assets managed according to a specific investment policy, as defined in the Issuing Document
Subscription Price	the subscription price at which the Shares of any Class are offered after the end of the Initial Subscription Period as further described the Issuing Document
Subscription Request	the written subscription request with all relevant documents to qualify as Shareholders submitted to the Agent in respect of a Sub-fund on a specific Class of Shares and setting forth the number of Shares or amount to be subscribed by such prospective investor
UCI(s)	regulated investment fund that is subject to risk diversification rules
Valuation Day	has the meaning as defined in the Issuing Document
Well-Informed Investor	has the meaning ascribed to it in the SIF Law, and includes (a) institutional investors; (b) professional investors; and (c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (i) has declared in writing his adhesion to the status of well-informed investor; and (ii) invests a minimum of one hundred twenty five thousand Euro (EUR 125,000) in the Company or has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

Name - Purpose - Registered office - Duration

Art. 1. Form of the Company. There is hereby formed a "société anonyme", public limited liability company (the "Company") qualified as an investment company with variable capital - specialised investment funds governed by the present Articles of Association, the Company Law and the SIF Law.

Art. 2. Name of the Company. The Company's name is "Efficiency Alternative Fund SICAV-FIS."

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand-Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors is authorized to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg City. The registered office may be transferred to any other municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole Shareholder or in case of plurality of Shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Association.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available in a wide range of securities and other assets eligible under the SIF Law, with the objective of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the SIF Law.

Art. 5. Duration of the Company. The Company is constituted for an unlimited duration.

Capital - Shares

Art. 6. Share capital, Classes and categories of Shares. The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total NAV of the Company pursuant to article 13 of these Articles of Association. The subscribed capital must reach the equivalent aggregate amount of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000) within the first twelve months following its approval by the CSSF, and thereafter may not be less than this amount.

The initial share capital of the Company shall be set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by thirty-one (31) fully paid up shares.

For consolidation purposes, the Accounting Currency of the Company is the EUR.

The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

The Board of Directors of the Company may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Sub-fund (compartment) within the meaning of article 71 of the SIF Law.

The Board of Directors shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-fund.

The right of Shareholders and creditors regarding a Sub-fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of this Sub-fund, and the assets of a Sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the constitution, operation or liquidation of this Sub-fund. In the relations between the Company's Shareholders, each Sub-fund is treated as a separate entity.

The Board of Directors may, at any time, issue different Classes of Shares within one or more Sub-funds, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the Issuing Document.

In each Sub-fund, each Class of Shares may be sub-divided into one or several category(ies) of Shares as more fully described in the Issuing Document.

The proceeds of the issue of each Class of Shares and/or category of Shares of a given Sub-fund shall be invested, in accordance with article 4 of these Articles of Association, in securities of any kind and other assets permitted by the SIF Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the Board of Directors for the Sub-fund, subject to the investment restrictions provided by the law or determined by the Board of Directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the NAV attributable to each Sub-fund shall, if not denominated in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the aggregate of the NAV of all Classes and categories of Shares of all Sub-funds.

Art. 7. Voting rights. Each share confers an identical voting right and each Shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 8. Form of Shares. All Shares are issued in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him, the Class and category of Shares of each such Shares, the transfer of Shares and the dates of such transfer.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. The Company treats the registered owner of a Share as the absolute and beneficial owner thereof.

Any transfer of registered Shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept and enter in the register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement of the transferor and transferee or accept as evidence of transfer any other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any Director or any officer of the Company or by any other person duly authorized thereto by the Board of Directors.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one owner per Share. If one or more Share(s) are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares up to four decimals. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the NAV of the relevant Class and/or category of Shares on a pro rata basis.

Art. 9. Issuance of Shares. The Board of Directors is authorised, without any limitation, to issue at any time Shares fully paid up, in any Class and/or category of Shares and in any Sub-fund, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares in any Sub-fund, Class and/or category of Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Issuing Document. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Issuing Document.

The Board of Directors may in its absolute discretion without liability reject any subscription in whole or in part, and the Board of Directors may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class and/or category of Shares in any one or more Sub-funds.

The Board of Directors may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing Shares, refuse Subscription Requests in whole or in part and suspend or limit, in compliance with article 14 of these Articles of Association, their sale to individuals or corporate bodies in particular countries or areas, for specific periods or permanently.

Furthermore, the Board of Directors may impose conditions on the issue of Shares in any Sub-fund, Class and/or category of Shares (including without limitation the execution of such Subscription Requests and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a Minimum Subscription amount and minimum amount of any additional investments, as well as a Minimum Holding amount which any Shareholder is required to comply. The Board of Directors may also at its own discretion waive such Minimum Subscription amount and minimum amount of any additional investments, as well as such Minimum Holding amount which any Shareholder is required to comply. Shares shall be issued at the Subscription Price applicable to the relevant Sub-fund, Class and/or category of Shares as determined by the Board of Directors and disclosed in the Issuing Document. The Board of Directors may also, in respect of any one given Sub-fund, Class of Shares and/or category of Shares, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which the Shares of the Company are marketed will also be charged.

Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the Subscription Price. The payment of the Subscription Price will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors and described in the Issuing Document.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé. Specific provisions relating to in kind contribution will be detailed in the Issuing Document, if applicable.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director, manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

Art. 10. Redemption of Shares. Under the restrictions, terms and procedures as set forth in the Issuing Document, Shares may be redeemed at the request of Shareholders, if permitted for each Sub-fund in the Issuing Document.

If the Minimum Holding in a Sub-fund and/or Class as set out in the Issuing Document for the relevant Sub-fund is not maintained due to a redemption of Shares, the Company may compulsorily redeem the remaining Shares at their current Net Asset Value and make payment of the redemption proceeds to the respective Shareholders.

The Company may suspend redemption in respect of Shares during any period that the determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-fund and/or Class is suspended in accordance with article 14 of the Articles of Association.

The Shares which have been redeemed shall be cancelled.

Art. 11. Conversion of Shares. Under the restrictions, terms and procedures as set forth in the Issuing Document the Shareholders may request the conversion of all or part of their Shares of any Class in any Sub-fund into another Class in the same Sub-fund and/or into the same Class or a different Class of any other existing Sub-fund, provided that the Shareholder satisfies the criteria of the relevant Class, and Sub-fund into which the conversion is requested.

If the Minimum Holding in a Sub-fund and/or Class as set out in the Issuing Document for the relevant Sub-fund is not maintained due to a conversion of Shares, the Company may compulsorily redeem the remaining Shares at their current Net Asset Value and make payment of the redemption proceeds to the respective Shareholders.

The Company may suspend conversion in respect of Shares during any period that the determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-fund and/or Class is suspended in accordance with the Issuing Document and article 14 of the Articles of Association.

The Shares which have been converted into Shares of another Class shall be cancelled.

Art. 12. Restrictions on Ownership. Shares are available to Eligible Investors only.

Each Class of Shares is reserved to investors satisfying the criteria of the relevant Class of each Sub-fund as described in the Issuing Document.

The Board of Directors may restrict or prevent the ownership of any Class or category of Shares in each Sub-fund of the Company by any legal person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company:

- such holding may be detrimental to the Company, its Shareholders or one given Class, category of Shares or Sub-fund;
- such Shareholder or investor does not or no longer meets the criteria of the relevant Class of the relevant Sub-fund as described in the Issuing Document;
- it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or
- as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand-Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically but without limitation, the Board of Directors may restrict the ownership of Shares in the Company by any Prohibited Person.

For such purposes the Company may:

(A) Decline to issue any Shares and decline any transfer of Shares, where it appears to it that such transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and

(B) At any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry or will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person or; and

(C) Suspend the voting right of any Prohibited Person, at any meeting of Shareholders of the Company; and

(D) Where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, the Company may direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within ten (10) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of such Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of Shareholders.

(2) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class and/or category of Shares of the relevant Sub-fund as calculated with respect to the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of Shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and/or category of Shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 13. Calculation of the Net Asset Value per Share. The Net Asset Value per Share of each Class, category of Shares and/or Sub-fund shall be calculated by the Agent under the responsibility of the Board of Directors upon the frequency set forth in article 14 of these Articles of Association and the Issuing Document and at least once a year in accordance with Luxembourg law.

The Net Asset Value per Share of each Class, category of Shares and/or Sub-fund will be expressed in the Reference Currency as specified in the Issuing Document. The Board of Directors may however decide to calculate the Net Asset Value per Share for certain Sub-funds, Classes and/or category of Shares in the Other Denomination Currency as detailed in the Issuing Document. The Net Asset Value calculated in the Other Denomination Currency is the equivalent of the Net Asset Value in the Reference Currency converted at the prevailing exchange rate.

The Net Asset Value per Share of each Class and/or category of Shares in each Sub-fund on any Valuation Day is determined by dividing (i) the NAV of that Sub-fund attributable to such Class and/or category of Shares, being the value of the portion of that Sub-fund's gross assets less the portion of that Sub-fund's liabilities attributable to such Class and/or category of Shares, on such Valuation Day, by (ii) the number of Shares of such Class and/or category of Shares then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The accounts of the subsidiaries of the Company will (to the extent required under applicable accounting rules and regulations) be consolidated with the accounts of the Company at each Valuation Day and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

The Subscription Price and the Redemption Price of the different Classes and/or category of Shares will differ within each Sub-fund as a result of the differing fee structure and/or distribution policy of each Class and/or category of Shares.

The Subscription Price, Redemption Price and conversion price are calculated to 3 decimal places.

The assets of the Company shall include:

(A) all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities registered in the name of the Company;

(B) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(C) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including securities or any other assets sold but not delivered);

(D) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;

(E) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Depositary;

(F) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;

(G) the formation expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company;

(H) lawyer fees and other charges for registering the Company and its Sub-funds in other jurisdiction (to the extent not written off);

(I) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(A) Securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market and/or MTF will be valued at the last closing price on the exchange on which the trade in such assets occurred or on that which is normally the principal market for such assets.

(B) Securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated and/or MTF market will be valued on the basis of the probable net realization value (excluding any deferred taxation) estimated with care and in good faith by the Board. If a net asset value is determined for the units or shares issued by an Investment Structure which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of this Investment Structure or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the Investment Structure - other than the administrative agent of the Investment Structure) if more recent than their official net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset values of Investment Structures may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the Investment Structures. However, such net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such Investment Structures, the valuation of the shares or units issued by such Investment Structures may be estimated with prudence and in good faith by the

Board to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the Investment Structure or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the Investment Structures themselves.

(C) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(D) The liquidating value of derivatives, forward or options contracts not dealt on a stock exchange or on another Regulated Markets and/or MTF shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another Regulated Markets and/or MTF shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such Regulated Markets and/or MTF on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable. The Board may rely on confirmation from the principal broker and its affiliates in determining the value of assets held for the Sub-fund's account;

(E) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(F) All other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

The Board of Directors, at their discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and/or its Sub-funds in compliance with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way. The Agent can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Agent, having due regards to the standard of care and diligence in this respect, may exclusively, when calculating the Net Asset Value, rely upon the valuations provided (i) by the Board of Directors (ii) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies or administrators or investment managers of target UCI, (iii) by prime brokers and brokers or (iv) by (a) specialist(s) duly authorized to that effect by the Company.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the Agent and/or the Company, which could have an impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the Agent is authorized not to calculate the Net Asset Value for the relevant Sub-fund (s) and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption prices. The Company shall be informed immediately by the Agent should this situation arise. The Company may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the procedures described in the Issuing Document.

The total Net Asset Value of the Company is equal to the sum of the NAV of the various activated Sub-funds converted into EUR at the rates of exchange prevailing in Luxembourg on the relevant Valuation Day.

The liabilities of the Company shall include:

- (A) All loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (B) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (C) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees including performance fees (if any), custody fees, paying agency, cash management fees (if any), registrar and transfer agency fees, domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- (D) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (E) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

(F) all other expenses incurred in the operation and administration of the Company which may include, without limitation, fees payable to the investment manager, the AIFM, taxes, expenses for legal and auditing services, compliance costs, due diligence costs, pricing costs (including the calculation and publication of Net Asset Value per Share), office and personnel costs, costs of any intermediary company, payments due to Investment Structures or Direct Investments, cost of any proposed listings, maintaining such listings, printing proxies, share certificates, Shareholders' reports and notices, Issuing Documents, reasonable marketing and advertising expenses, costs of preparing, translating and printing in different languages, expenses of the issue, exchange and redemption of Shares, all reasonable out-of-pocket expenses of the Directors and officers of the Company (including fees and expenses relating to attendance at meetings of the Directors and of the Shareholders), registration fees and other expenses payable to supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, interest, standard brokerage and bank costs and the costs of publications.

(G) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the Board of Directors shall take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rate ably for yearly or other periods.

The assets and liabilities shall be allocated as follows:

(A) The proceeds to be received from the issue of Shares of any Class and/or category of Shares shall be applied in the books of the Company to the Sub-fund corresponding to that Class and/or category of Shares, provided that if several Classes and/or categories of Shares are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount shall increase the proportion of the NAV of such Sub-fund attributable to that Class and/or category of Shares;

(B) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund shall be attributable to the Class(es) and/or category(ies) of Shares corresponding to such Sub-fund;

(C) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Sub-fund, Class and/or category of Shares as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-fund, Class and/or category of Shares;

(D) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Sub-fund, Class and/or category of Shares or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-fund, Class and/or category of Shares, such liability shall be allocated to the relevant Sub-fund, Class and/or category of Shares;

(E) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-fund, Class and/or category of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-fund, Class and/or category of Shares, pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith, provided that (i) where assets of several Sub-funds, Classes and/or categories of Shares are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board of Directors, the respective right of each Sub-fund, Class and/or category of Shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Sub-fund, Class and/or category of Shares to the relevant account or pool, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Sub-fund, Class and/or category of Shares, as described in the sales documents for the Shares of the Company, and finally;

(F) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class and/or category of Shares, the Net Asset Value of such Class and/or category of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

(G) all valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law.

(H) in the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value per Share, in calculating the Net Asset Value per Share, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

For the purpose of this article:

(A) Shares to be redeemed by the Company under article 10 of these Articles of Association shall be treated as existing and shall be taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Company;

(B) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and, from such time and until received by the Company, the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(C) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per Share; and

(D) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of issue, redemption and conversion of Shares. With respect to each Sub-fund, Class of Shares and/or category of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year, at a frequency determined by the Board of Directors and specified in the Issuing Document, provided that this is in compliance with applicable laws and regulations, such date or time of calculation being referred to herein as a "Valuation Day".

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-fund, Class and/or category of Shares and the issue, redemption and conversion of its Shares to and from its Shareholders in the following cases:

- (a) during any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of any Sub-fund of the Company from time to time is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended;
- (b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Sub-fund of the Company would be impracticable;
- (c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Sub-fund or the current prices or values on any market or stock exchange;
- (d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of any Sub-fund or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of any Sub-fund cannot in the opinion of the Directors be effected at normal prices or rates of exchange;
- (e) during any period when the Company is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its Sub-funds) is proposed;
- (f) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-fund cannot promptly or accurately be ascertained.

The suspension of the calculation of the Net asset Value of any particular Sub-fund, Class and/or category of Shares shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Share or on the issue, redemption and conversion of Shares of any Class, category of Shares and/or Sub-fund that is not suspended.

Any such suspension of the Net Asset Value will be notified to Investors having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares and will be published if required by law.

Management - Supervision

Art. 15. Directors. The Company will be managed by three or more Directors. They will constitute a Board of Directors. The Directors need not be Shareholders of the Company.

The Directors shall be appointed and designated, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of Shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole Shareholder (as the case may be). The remuneration of the Directors can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders. The Director removed will remain in function until its successor is elected and take up its functions.

In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

When a legal entity is appointed as a member of the Board of Directors, such legal entity shall inform the Company of the name of the individual that it has appointed to serve as its permanent representative in the exercise of its mandate of Director of the Company.

In case of vacancy in the office of Director by reason of death or resignation of a Director or otherwise, the remaining Directors may, by way of cooptation, elect another director to fill such vacancy until the next Shareholders meeting in accordance with the Company Law.

The general meeting of Shareholders or the sole Shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any Director.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of Shareholders or to the sole Shareholder (as the case may be) fall within the competence of the Board of Directors.

In dealing with third parties, the Board of Directors will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

Art. 16. Board of Directors meetings. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman which in case of his vote, shall have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors. In case

of absence of the chairman, the Board of Directors shall be chaired by a Director present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors or for such other matter as may be specified by the Board of Directors.

The Board of Directors shall meet when convened by one Director.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each Director by word of mouth, in writing or by fax, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, electronic means or by any other suitable communication means, of each Director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of Directors by appointing in writing or by fax, or electronic means another Director as his proxy.

A Director may represent more than one Director.

Any meeting of the Board of Directors shall take place in the Grand-Duchy of Luxembourg and shall require at least the presence of half of the Directors, either present in person or by representative, which shall form a quorum.

The Directors may participate in a board of directors meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the Directors.

The Board of Directors can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the Board of Directors are adopted by the majority of the Directors participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the Board of Directors shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or by 2 (two) Directors. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or by 2 (two) Directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at a Directors' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 17. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in article 20 of these Articles of Association and the Issuing Document.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 18. Corporate signature. The Company shall be bound by the joint signature of any 2 (two) Directors.

Art. 19. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers. The first person entrusted with the daily management may be appointed by the first general meeting of Shareholders.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 20. Investment Policy and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policy for the investments and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-fund of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in the Issuing Document, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to use any techniques and instruments, including derivatives, relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

The Board of Directors, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Issuing Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCI and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 21. Investment Manager. The Company will appoint an Investment Manager to perform the investment management of the Company (the portfolio and risk management of the Company).

Art. 22. Conflict of Interest. The Company is managed on an arm's length basis. The Board seek to take all necessary steps to avoid conflict of interests. The Board will consider the objectives of the Company and the Shareholders as a whole when making investment decisions with respect to the selection, structuring and sale of portfolio investments. However such decisions may be more favorable for one investor than for another investor.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors, managers or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director, manager or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 23. Indemnification. The Company may indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and against which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

General meetings of shareholders - Sub-funds

Art. 24. General meetings of Shareholders of the Company. The Company may have a sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

If there is only one Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class and/or category of Shares to which they belong. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

One general meeting shall be held annually at the registered office of the Company, or any other places in Luxembourg city as mentioned in the convening notice, on the third Wednesday of each year at 12.00 p.m. CET. If such a day is not a Business Day, the general meeting shall be held the following Business Day at the same time. Other general meetings of Shareholders shall be held in the place, on the day and at the time specified in the notice of the meeting.

General meetings of Shareholders are convened by the Board of Directors, failing which by Shareholders representing one tenth or more of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Company Law and shall be sent by registered letters to each Shareholder at least 8 (eight) days before the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all Shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any Shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be Shareholder.

The Directors may attend and speak in general meetings of Shareholders.

General meetings of Shareholders deliberate at the quorum and majority vote determined by the Company Law. Minutes shall be signed by the bureau of the meeting and by the Shareholders who request to do so.

Art. 25. General Meetings of Shareholders of Sub-fund, Class or category of Shares. The Shareholders of a Sub-fund, Class or category of Shares issued in respect of any Sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-fund, Class or category of Shares.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-fund, Class or category of Shares are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the Shareholders of any Sub-fund, Class or category of Shares vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Sub-fund, Class or category of Shares shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Sub-fund, Class or category of Shares in compliance with article 68 of the Company Law.

Art. 26. Termination, Division and Merger of Sub-funds, Classes or categories of Shares.

1) In the event that for any reason the value of the NAV of any Sub-fund and/or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-fund and/or Class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-fund and/or Class would have material adverse consequences on the investments of that Sub-fund and/or Class, or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class at their Net Asset Value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-fund, and/or Class prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing.

Unless otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders of the Sub-fund and/or Class concerned may continue to request redemption of their Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Any Subscription Request shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund, and/or Class.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, the general meeting of Shareholders of any Sub-fund and/or Class may, upon proposal from the Board of Directors, resolve to redeem all the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders, which shall resolve at the simple majority of those present and represented.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Company.

2) Under the same circumstances as provided in point 1) above the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-fund and/or Class to those of another existing Sub-fund and/or Class within the Company or to another Luxembourg UCI or to another sub-fund within such other Luxembourg UCI (the "New Sub-fund") and to redesignate the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class as Shares of another Sub-fund and/or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in point 1) above (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

3) Under the same circumstances as provided in point 1) above, the Board of Directors may decide to reorganise a Sub-fund and/or Class by means of a division into two or more Sub-funds, Classes and/or Categories. Such decision will be published in the same manner as in point 1) above (and, in addition, the publication will contain information about the two or more New Sub-funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, such a reorganisation of a Sub-fund and/or Class within the Company (by way of an amalgamation or division) may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Sub-fund and/or Class. There shall be no quorum requirements for such general meeting and it will decide upon such an amalgamation or division by resolution taken at the simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-fund and/or Class to another UCI referred to in the first paragraph of the point 2) above to another Sub-fund and/or Class within such other UCI shall, require a

resolution of the Shareholders of the Sub-fund and/or Class concerned, taken with a 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

Financial year - Balance sheet

Art. 27. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st of January and closes on the 31st of December of each year.

Art. 28. Balance sheet. Each year, with effect as of 31st of December, the Board of Directors will draw up the balance sheet which will contain a record of the assets of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the Director(s) and Auditor(s) towards the Company, if any.

At the same time the Board of Directors will prepare a profit and loss account which will be transmitted, at least one month before the date of the annual general meeting of Shareholders together with a report on the operations of the Company, to the statutory auditors that shall draft a report.

Art. 29. Annual general meeting. Fifteen (15) days before the annual general meeting of Shareholders, each Shareholder may inspect at the head office the balance sheet, the profit and loss account, the report of the statutory auditors and any document in accordance with Article 73 of the Company Law.

Supervision of the company

Art. 30. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by one or several Auditor appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor(s) shall fulfil all duties as prescribed by the SIF Law.

Each Auditor shall be appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of Shareholders or by the sole Shareholder, which may remove them at any time.

Dividends - Distribution

Art. 31. Distribution. For any Class and/or category of Shares entitled to distribution, the general meeting of Shareholders of the relevant Class and/or category of Shares issued in respect of any Sub-fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of a Sub-fund, Class and/or category of Shares shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any Class and/or category of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

In any case, no distribution may be made if, after the declaration of such distribution, the Company's capital is less than the minimum capital imposed by the SIF Law.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders.

Distributions will be made in the Reference Currency but, for the convenience of Shareholders, payment may be made in a currency chosen by the Shareholder (at their cost and foreign exchange risks) in accordance with the procedure described in the Issuing Document.

Distributions will be made in cash. However, the Board of Directors may decide to make in-kind distributions/payments of securities of portfolio companies with the consent of the relevant Shareholder(s). Any such distributions/payments in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law and the costs of which report will be borne by the relevant investor.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-fund, Class and/or category of Shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Depositary

Art. 32. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a bank as defined by the law of 5 April 1993 (as amended) on the financial sector. The Depositary agreement shall satisfy any and all of the requirements of the SIF Law and the Issuing Document.

In the case of voluntary withdrawal of the Depositary or its removal by the Company, the Depositary must take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors until its replacement which shall occur at the latest two (2) months following voluntary withdrawal or remove.

Dissolution - Liquidation

Art. 33. Dissolution. The general meeting of Shareholders under the conditions required for amendment of the Articles of Association may resolve the dissolution of the Company.

Whenever the share capital of the Company falls below two thirds (2/3) of the minimum capital required by the SIF Law, the Board of Directors shall submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of Shareholders within a period of forty days (40) as from the date the Board of Directors is aware of such situation. The general meeting of Shareholders of the Company, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of the Shareholders of the Company within same limits of time whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital required by the SIF Law. In such event, the general meeting of the Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the Shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the Shares represented at the meeting.

Art. 34. Liquidation. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders effecting such dissolution which will specify their powers and set their remuneration.

Such liquidator(s) must be vested by the CSSF approval and must provide all guarantees of honorability and professional skills.

The proceeds of the liquidation of each Sub-fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of Shares in each Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by Shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignations in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Applicable law

Art. 35. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the Company Law and the SIF Law, as such laws may be amended from time to time.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

The appearing party hereby declares to subscribe to the thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by thirty-one (31) shares issued by the Company as follows:

GFG Groupe Financier de Gestion (Monaco) SAM, subscribes to thirty-one (31) Shares with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000) each.

All the shares have been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

The undersigned notary declares that the conditions set forth in article 26, 26-3 and 26-5 of the Company Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about 3,000 Euro.

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

Are appointed as directors of the Company:

- Mr. Matteo Solbiati, born in Busto Arsizio, Italy, on 30 July 1972, with professional address at 34, Boulevard d'Italie, MC 98000 Monaco;
- Mr. Stefano Zavaglia, born in Turin, Italy, on 11 November 1969, with professional address at 74, Boulevard d'Italie, MC 98000, Monaco;
- Mr. Miguel-Angel Ruiz, born in Vevey, Switzerland, on 7 March 1975, with professional address at Chemin de l'Eglise 4, 1026 Denge, Suisse; and
- Mr. Bertrand Gibeau, born in Limoges, France, on 8 July 1979, with professional address at 51, rue St Anne, 75002 Paris.

In accordance with article 18 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two directors.

The directors shall serve for a period of six (6) years.

Is elected as independent statutory auditor (réviseur d'entreprises) Deloitte Audit S.à r.l., Luxembourg, having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The independent statutory auditor shall be appointed for a period ending at the close of the general meeting to be held in 2015.

The Company shall have its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16452. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015051081/856.

(150059188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

**Atrium Poland Holding GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Hedan S.A.).**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 156.548.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of March.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

The sole shareholder of the Company, exercising the powers reserved to the general meeting in accordance with article 67(1) second paragraph of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal on February 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the public limited liability company (société anonyme) established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Hedan S.A." (hereinafter, the Company), with registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156548, established pursuant to a deed of Maître Henri Helliinckx, notary residing in Luxembourg dated October 28, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2744, dated December 14, 2010, and whose articles of incorporation have not been amended since then.

II. The Company's share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00) represented by thirty-one thousand (31.000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

III. The sole shareholder resolves to:

1. Change the legal form of the Company from that of a public limited liability (société anonyme) into that of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with continuation of the legal personality of the Company.

2. Change the Company's registered office from 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Change the name of the Company from "Hedan S.A." to "Atrium Poland Holding GP S.à r.l.".

4. Accept the resignation of the following category A and category B directors of the Company with immediate effect:

Category A Director:

- Mr. Josip Kardun, company director, born on April 11, 1974 in Split, Croatia, having his professional address at Strawinskyalaan 941, 1077 XX, Amsterdam, the Netherlands.

Category B Directors:

- Mr. Barry Black, company director, born on December 29, 1966 in Dublin, Ireland, having his professional address at 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Jean Lambert, company director, born on May 2, 1952 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having his professional address at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

5. Grant full discharge to the directors of the Company for the execution of their mandates as category A and B directors, until the date hereof.

6. Appoint the following persons as managers of the Company with immediate effect, for an unlimited period of time:

Category A Managers:

- Ms. Molly Katz, company manager, born on December 22, 1970 in Israel, having her professional address at World Trade Center, Tower C, 9th floor, Strawinskylaan 941, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands; and

- Ms. Geraldine Copeland-Wright, company manager, born on March 25, 1971 in Leeds, United Kingdom, having her professional address at World Trade Center, Tower C, 9th floor, Strawinskylaan 941, 1077 XX Amsterdam, the Netherlands.

Category B Managers:

- Ms. Elke Leenders, senior client relationship manager, born on August 2, 1980 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having her professional address at 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Ms. Anke Jager, associate director, born on April 22, 1968 in Salzgitter, Germany, having her professional address at 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

7. Appoint Exaudit S.A., a public limited liability company (société anonyme) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 124982, as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company with immediate effect until the annual general meeting approving the annual accounts as of December 31, 2014 and to be held in 2015.

8. Entirely restate the Company's bylaws so that they shall be read as follows:

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Atrium Poland Holding GP S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly act as general partner of any special limited partnership and any other partnership established in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

The Company may use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The subscribed share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00) represented by thirty-one thousand (31.000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 14.

Art. 7. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 10. The Company is managed by a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least two (2) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

The Company may be managed by a sole manager (the Sole Manager) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Managers

Art. 11. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-today management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies and with at least the presence or representation of one Category A Manager and one Category B Manager, and any decision taken by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 13. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le deux mars.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

L'actionnaire unique de la Société, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale en conformité avec l'article 67(1) deuxième paragraphe de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée,

ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en février 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'actionnaire unique de la société anonyme établie et existante dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Hedan S.A.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 156548, constituée par acte de Maître Henri Helliinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2744, en date du 14 décembre 2010, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

II. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille Euro (EUR 31.000,00) représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

III. L'actionnaire unique décide de:

1. Convertir la forme sociale de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée avec continuité de sa personnalité juridique.

2. Transférer le siège social de la société du 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Modifier la dénomination sociale de la Société de «Hedan S.A.» en «Atrium Poland Holding GP S.à r.l.».

4. Accepter la démission des administrateurs suivants de catégorie A et catégorie B de la Société avec effet immédiat:

Administrateur de catégorie A:

- M. Josip Kardun, administrateur de société, né le 11 avril 1974 à Split, Croatie, ayant son adresse professionnelle à Strawinskyiaan 941, 1077 XX, Amsterdam, Pays-Bas.

Administrateurs de catégorie B:

- M. Barry Black, administrateur de société, né le 29 décembre 1966 à Dublin, Irlande, ayant son adresse professionnelle à 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Jean Lambert, administrateur de société, né le 2 mai 1952 à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant son adresse professionnelle à 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

5. Donner décharge pleine et entière aux administrateurs de la Société pour l'exercice de leur mandat d'administrateur de catégorie A et catégorie B jusqu'à ce jour.

6. Nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société, avec effet immédiat pour une durée illimitée:

Gérants de Catégorie A:

- Mme. Molly Katz, gérante de société, née le 22 décembre 1970 en Israël, ayant son adresse professionnelle à World Trade Center, Tower C, 9th floor, Strawinskyiaan 941, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas; et

- Mme. Geraldine Copeland-Wright, gérante de société, née le 25 mars 1971 à Leeds, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle à World Trade Center, Tower C, 9th floor, Strawinskyiaan 941, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas.

Gérants de Catégorie B:

- Mme. Elke Leenders, directrice chargée des relations clients, née le 2 août 1980 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Mme. Anke Jager, directrice adjointe, née le 22 avril 1968 à Salzgitter, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

7. Nommer Exaudit S.A., une société anonyme établie et existante selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124982, en tant que commissaire aux comptes de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 et devant être tenue en 2015.

8. Refondre intégralement les statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Atrium Poland Holding GP S.à r.l. qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société pourra notamment agir en tant qu'associé commandité de toute société en commandite spéciale ainsi que de toute autre entité établie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme

ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à trente et un mille Euro (EUR 31.000,00) représenté par trente et un mille (31.000) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,00) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 6. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

Art. 7. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 9. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 10. La Société est gérée par un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins deux (2) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B". Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

La Société peut être administrée par un gérant unique (le Gérant Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil de Gérance.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 12. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérants ou non, associé ou non.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Un gérant de n'importe quelle catégorie peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant de n'importe quelle catégorie peut représenter plusieurs gérants de n'importe quelle catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et avec au moins la présence d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B; et toute décision du Conseil de Gérance ne peut être prise qu'à la majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Esch/Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 mars 2015. Relation: EAC/2015/5539. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015051178/384.

(150059171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

HEPP IV Alkotas Point S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 608.319,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.590.

I. Par résolution circulaire signée en date du 16 mars 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 26b, Boulevard Royal L - 2449 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat.

II. Le siège social de l'associé HEPP IV Luxembourg JV S.à r.l., a changé et est désormais au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015050513/15.

(150058377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

REO 2 Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 141.756.

Il résulte de la décision des actionnaires en date du 27 février 2015 que:

- Monsieur Stian Nicolai Sobyskogen, né le 13/03/1988 à Oslo, (Norvège) et demeurant professionnellement à 2004 Lillestrom (Norvège), 11, Lundsalléen est nommé avec effet immédiat nouveau gérant en remplacement de Monsieur Morten Kampli, démissionnaire.

- Le conseil de gérance se compose comme suit:

* Monsieur Marcus Kruus, gérant

* Monsieur Roald Albrigtsen, gérant

* Monsieur Stian Nicolai Sobyskogen, gérant

- Les mandats des gérants se termineront lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2015050751/20.

(150057954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.
